

Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum
Herausgeber: Forum Helveticum
Band: 13 (2003)

Artikel: Agir pour construire l'avenir et sortir de l'immobilisme frileux : relevons les vrais défis qui nous sont lancés, sans nous laisser tenter par les sept principaux péchés de la politique
Autor: Villiger, Kaspar
Kapitel: 5: Les quatre grands problèmes du pays
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-832926>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

5. Les quatre grands problèmes du pays

La Suisse est naturellement confrontée à de nombreux problèmes auxquels il faut trouver une solution. Mais tous ces problèmes ne revêtent pas un aspect vital. Les transports, le bruit des avions, l'égalité, l'asile, la sécurité intérieure ou la protection des consommateurs sont bien entendu des problèmes importants. Cependant, chaque pays doit résoudre ces problèmes et son avenir ne dépend pas de manière déterminante du degré de perfection de la solution. Il existe toutefois des problèmes, dont la solution décide du bien-être ou de la pauvreté, de l'appartenance à la ligue A ou à la ligue B, du succès ou de l'échec d'un pays. On peut débattre pour savoir quels sont les problèmes concernés. Pour moi, ils sont au nombre de quatre:

- le maintien d'une compétitivité de la place économique supérieure à la moyenne,
- la maîtrise des problèmes démographiques,
- la cohésion nationale et
- la position de la Suisse dans le monde.

5.1. *Maintien d'une compétitivité de la place économique supérieure à la moyenne*

Je n'ignore pas le jugement critique que portent de nombreuses personnes à l'égard de l'économie. Je sais aussi que, pour l'être humain, bien des choses comptent au moins autant que l'économie. Toutefois, celle-ci exerce une influence déterminante dans pratiquement tous les domaines, à savoir: les possibilités d'épanouissement individuel, l'égalité des chances, le bien-être, l'Etat social, l'Etat prestataire de services, etc.

Face à la concurrence internationale en matière de place économique, la Suisse doit offrir des conditions-cadres économiques propres à favoriser l'esprit d'entreprise, les investissements et la croissance. L'exemple de l'Allemagne montre qu'une locomotive économique peut se muer en poids mort à la suite d'une relative détérioration des conditions-cadres économiques. A l'inverse, la Grande-Bretagne a prouvé que le contraire peut aussi se produire.

Nos conditions-cadres demeurent favorables. Durant la stagnation des années nonante, quelques réformes ont été couronnées de succès et l'économie a adapté ses structures, parfois dans la douleur. Nous avons ainsi connu quelques bonnes années de croissance et réduit en un temps record le chômage à un

taux se situant parmi les plus bas d'Europe. Il s'agit là d'une performance notable du système politique et de l'économie. Parler d'une coalition de l'échec revient à déformer la réalité dans un but électoraliste.

La compétitivité de la place économique est cependant un paramètre relatif. Elle doit être réévaluée en permanence. Il est évident que notre avance s'est amenuisée. Une relégation en ligue B serait en outre inévitable, si notre hostilité aux réformes devait se révéler chronique et si les nombreux projets défavorables à l'économie inscrits à l'agenda politique se réalisaient. Je pense ici également aux sept initiatives populaires sur lesquelles nous devrons nous prononcer le 18 mai. Une relégation en deuxième ligue est notamment synonyme d'un taux de chômage se situant dans la moyenne européenne.

Garantir la compétitivité de notre place économique exige une panoplie de mesures, que je ne peux que décrire brièvement ici:

- Créer et maintenir des conditions fiscales attrayantes.
- Mettre en œuvre une politique budgétaire favorisant la stabilité et la croissance. Cette approche implique un endettement modéré et supportable à long terme, une quote-part de l'Etat basse visant à préserver la liberté d'action de l'économie et une quote-part d'impôt basse visant à garantir la compétitivité.
- Assouplir le carcan de prescriptions et stopper la frénésie régulatrice.
- Assurer la compétitivité des secteurs de l'électricité, des télécommunications, de la Poste et des transports publics.
- Assurer la souplesse de notre marché du travail, un des principaux avantages comparatifs suisses.
- Créer un climat propice aux avancées technologiques, ainsi qu'à la nouveauté et empêcher les régulations décourageant l'innovation.
- Centrer la formation et la recherche sur des atouts de la place économique (qualification des ressources humaines, utilité économique, etc.).
- Garantir et imposer la concurrence sur les marchés intérieurs, afin de réduire le niveau excessif des prix, si nécessaire contre la volonté de représentants de l'économie agissant dans une vision à court terme.
- Mettre en œuvre systématiquement la nouvelle politique agricole.
- Agir en faveur de règles libérales régissant le commerce mondial.
- Consolider les assurances sociales, en veillant à ce qu'elles n'entraînent pas l'esprit d'entreprise et à ce qu'elles n'étouffent pas la croissance en surchargeant l'économie.

Ces mesures exigent de l'endurance, le courage d'être impopulaire et un travail patient. Tel est le prix à payer pour notre futur bien-être!

Un autre élément joue un rôle important pour la qualité à long terme de la place économique: le fait de faire retrouver à la population la confiance dans l'économie. Seule l'économie peut faire en sorte que ce but soit atteint, non par des opérations de relations publiques, mais par des actes témoignant du sens des responsabilités des entreprises et des décideurs.

5.2. La maîtrise des problèmes démographiques

On connaissait certes le problème depuis vingt ans, mais ce n'est que maintenant qu'on commence à en débattre sérieusement. En raison de la modification de la pyramide des âges, la proportion de personnes actives ne cesse de diminuer dans la population par rapport au nombre de retraités. Cela entraîne de graves problèmes, très souvent sous-estimés, de financement de l'AVS, ce dernier reposant sur un mécanisme de répartition. L'accroissement du nombre des personnes âgées contribue à l'augmentation inquiétante des coûts de maladie. Toutefois, rares sont ceux qui reconnaissent que le problème est beaucoup plus vaste. L'offre de travail, la productivité et la mobilité tendent à diminuer. Le progrès technique se ralentit, alors que l'aversion pour le risque augmente. La dynamique économique s'enraye. Les recettes fiscales croissent moins rapidement que les dépenses. Un déséquilibre apparaît entre le profil des salariés plus âgés et le profil requis par une économie moderne. Le comportement des électeurs évolue en direction de la préservation des acquis.

Tous ces phénomènes peuvent bouleverser la société et avoir un impact sur la compétitivité au sens le plus large. Il s'agit d'un problème majeur, qu'il convient d'aborder en profondeur. A l'heure qu'il est, personne ne détient de réponses définitives. Quelques remarques me paraissent suffire:

- L'avenir des assurances sociales doit être garanti, mais sans étouffer les générations qui travaillent.
- De nombreuses catégories de personnes devront rester actives plus longtemps. Une formation continue devra leur permettre d'assumer pleinement leur tâche jusqu'à un âge avancé, tout en restant ouvertes au changement et à la nouveauté. De nouveaux modèles de travail devront être définis.
- Il faut éliminer systématiquement les incitations à la retraite anticipée.
- Les points de vue démographiques doivent également être pris en compte dans la politique de migration.

- Une politique budgétaire solide est nécessaire, notamment en raison des futures charges.

Il sera plus difficile que beaucoup ne le pensent de préserver l'accord tacite entre générations, voire d'éviter une rupture unilatérale. A cet effet, les jeunes devront faire preuve de beaucoup de compréhension à l'égard des personnes âgées, mais l'inverse est aussi vrai. Le pire qui puisse arriver à notre pays – et je l'affirme en ma qualité de personne d'un certain âge – serait que les personnes âgées fassent preuve d'égoïsme lors des votations!

5.3. La cohésion nationale

A lui seul, ce thème pourrait faire l'objet d'un long exposé. Je ne ferai donc que l'effleurer. Notre pays ne dispose pas de la force naturelle de cohésion que représentent une culture et une langue communes. En fait, nous sommes une nation artificielle. Suivant les circonstances historiques, une désagrégation de la Suisse ne serait pas inconcevable. Et pourtant, nous passons pour une nation particulièrement stable et pour un des rares Etats multiculturels ayant réussi à se maintenir à long terme. En même temps, nous vivons dans une société très diverse et pleine de contradictions, soumise à de nombreuses forces centrifuges. Puisque nous ne disposons pas de forces naturelles de cohésion, ce sont d'autres facteurs qui assurent notre solidarité. Et ces facteurs sont essentiellement d'ordre culturel. Je me bornerai à en citer quelques-uns:

- L'implication générale du peuple dans les collectivités publiques, qui trouve ses racines dans la gestion autonome et participative des vallées alpines des débuts de la Confédération et dont l'expression institutionnelle actuelle réside dans la démocratie directe et le principe de milice.
- Le fédéralisme, qui permet aux minorités et aux régions de conserver leur identité en modelant leur environnement politique et qui limite le pouvoir de l'Etat en le répartissant.
- La culture de l'équilibre, de la solidarité vécue, du respect des minorités, la culture aussi du compromis, qui permet de sauver la face tout en trouvant des solutions aux problèmes.

De tels facteurs subissent manifestement d'énormes pressions de notre monde moderne. Ils ne font pas bon ménage avec le darwinisme social, que certains confondent avec l'économie de marché, ou avec la tendance à ignorer complètement le bien commun, à cause des effets d'une société de divertissement hédoniste ou du mépris arrogant envers la politique.

Si nous voulons que notre pays conserve sa prospérité et sa stabilité sociale si importante sur le plan économique, nous devons nous employer à renforcer notre cohésion. Il s'agit là d'un défi culturel devant être relevé en permanence. Cela signifie aussi que nous ne devons jamais perdre de vue les valeurs qui nous unissent. Nous devons les vivre sous leur forme moderne et avoir conscience de la richesse de nos quatre cultures et de nos quatre langues.

Une telle attitude a également des répercussions concrètes sur la politique. Nous devons en effet sauvegarder et faire vivre notre démocratie directe, revitaliser nos modes de fonctionnement grâce à l'importante réforme du fédéralisme et de la péréquation financière, trouver de nouvelles formes d'échange entre les communautés linguistiques et adapter les assurances sociales aux impératifs de la démographie et de l'économie, pour permettre à ces assurances de contribuer à la cohésion nationale en tant qu'expression d'une solidarité vécue. La cohésion, ce n'est pas seulement la cohésion entre les groupes linguistiques, mais également entre les générations, les classes sociales ou entre ville et campagne.

5.4. Position de la Suisse dans le monde

En raison de la mondialisation, les évolutions négatives, où qu'elles se produisent dans le monde, se répercutent directement chez nous. Les réfugiés issus de régions en crise viennent chez nous. Les crises économiques qui touchent l'Asie, l'Amérique ou l'UE provoquent du chômage chez nous. Les gaz propulseurs produits en Amérique font fondre nos glaciers. Les problèmes mondiaux ne peuvent plus être résolus par un pays tout seul. Une économie mondiale nécessite une harmonisation des règles du commerce mondial. De grands espaces économiques régionaux voient le jour. Des organisations internationales se penchent sur les problèmes de la planète, certes souvent avec de grandes difficultés, mais elles le font.

C'est dans cet environnement complexe que la Suisse doit faire valoir ses intérêts. La politique étrangère travaille dans ce but. Elle a gagné en importance. En notre qualité de pays dépendant du commerce mondial, nous sommes tenus de faire valoir nos intérêts dans les organes qui traitent des règles relatives au commerce mondial, des accès aux marchés et de la stabilité des marchés financiers, à savoir dans le cadre de l'OMC, de l'ONU, de l'OCDE, des institutions de Bretton Woods ou des négociations avec l'UE. Mais il est

également dans notre intérêt de mettre à disposition nos compétences là où l'on cherche à résoudre les grands problèmes mondiaux. Nous ne sommes pas membres de l'UE. Cela importe peu tant que nous sommes meilleurs que d'autres et que nous défendons activement nos intérêts sur de nombreux fronts. S'isoler serait fatal. Il est évident que nous devons vouer une attention particulière à l'aménagement de nos relations avec l'UE.

6. Brève digression d'ordre politique

Actuellement, deux tendances politiques paraissent avoir la faveur de nombreux électeurs. L'une va vers des solutions axées sur le nivellation et l'interventionnisme de l'Etat. La mise en oeuvre de telles solutions compromettrait la qualité de notre place économique et asphyxierait par conséquent l'économie. Chacun serait touché. La deuxième tendance consiste à diffamer l'Etat ainsi que la classe politique, et à prôner un darwinisme social peu solidaire et l'isolement politique de notre pays. Cette tendance remet en question des valeurs qui assurent la cohésion de la Suisse en tant que nation issue de la volonté de ses citoyens. Il est difficile de comprendre que ceux-là même qui se targuent d'un amour particulier pour leur pays adhèrent aujourd'hui à cette tendance.

Si ces deux tendances prenaient le dessus, il serait extrêmement difficile de résoudre les principaux problèmes du pays. Une Suisse dont la politique s'épuiserait entre ces deux pôles ne serait guère à même d'affronter l'avenir. Il est donc important de revenir aux mécanismes de la concorde, d'associer chacun à la recherche de solutions et de mettre en œuvre conjointement les éléments de solution appropriés.

7. Conclusion

Je crois que la petite Suisse possède les capacités et l'énergie nécessaires à la maîtrise des défis qui l'attendent. Les conditions de départ sont favorables. Il est important que nous réfléchissions à nos atouts et aux valeurs sur lesquelles repose notre cohésion. Pour terminer, permettez-moi de répéter deux phrases du début de mon exposé. Nous pouvons certes tenir notre rang dans ce nouvel environnement. Mais, pour ce faire, nous ne devons pas rester les bras croisés. En d'autres termes, nous savons ce qui nous reste à faire, alors, faisons-le!